

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION



Le pouvoir adjudicateur :

Grand Calais Terres & Mers
76 Boulevard Gambetta
CS 40 021
62101 Calais cedex

Marché de prestations de nettoyage des sols carrelés et murs faïencés des piscines communautaires

Procédure adaptée en application de l'article 27 du Décret relatif aux Marchés Publics

Date et heure limites de remise des offres : Mardi 5 décembre 2017 à 11h30

Dans le cadre de la prise en compte accrue du développement durable et d'un souci de consommation éco responsable, Grand Calais invite les candidats qui répondent en version papier aux marchés publics à remettre des dossiers allégés en ce qui concerne la présentation des candidatures et des offres, ceci afin de minimiser le coût des dossiers et la réduction de leurs déchets.

Nous préconisons donc l'agrafage avec intercalaire papier, l'impression recto verso, une utilisation limitée du plastique, du thermocollage, des spirales et des classeurs.

De même, pour la transmission de catalogues, nous invitons les soumissionnaires à les transmettre sur support numérique (CD-Rom, clé USB)

Article 1 - Acheteur

Le pouvoir adjudicateur :

Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers
76 Boulevard Gambetta
CS 40021
62 101 CALAIS CEDEX
Téléphone : 0321195500
Télécopie : 0321195509
Site internet : <http://www.grandcalais.fr>

Maître d'œuvre :

Pôle des Moyens Opérationnels - Direction du Patrimoine Bâti

Article 2 - Objet de la consultation

2-1-Objet du contrat

La consultation porte sur les prestations suivantes :

Marché de prestations de nettoyage des surfaces carrelées et faïencées des piscines communautaires – ICEO et Ranson à Calais.

A titre indicatif, les prestations seront exécutées à partir du 8 janvier 2018.

2-2-Procédure de passation

La consultation est passée par Procédure adaptée en application de l'article 27 du Décret relatif aux Marchés Publics.

2-3-Forme du contrat

La consultation donnera lieu à un accord-cadre mono attributaire à bons de commande, sans minimum et avec un maximum de commandes, en application des articles 78 et 80 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 dont les prestations seront susceptibles de varier de la manière suivante :

	Montant Minimum pour la durée du marché	Montant Maximum pour la durée du marché
Marché de prestations de nettoyage pour les piscines communautaires	0 € HT	40 000,00 € HT

Article 3 - Dispositions générales

3-1-Décomposition du contrat

3-1-1-Lots

Le marché fait l'objet d'un lot unique.

3-1-2-Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

3-1-3-Phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

3-2-Durée du contrat - Délai d'exécution

La durée du marché est fixée à compter du 8 janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

3-3-Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire. Application des règles de la comptabilité publique et notamment du décret 13-269 du 29 mars 2013.

3-4-Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article 45-V-1 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

3-5-Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

3-6-Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (options)

3-6-1-Variantes

Les variantes par rapport à l'objet du marché ne sont pas autorisées.

3-6-2-Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

3-7-Autres dispositions

Sans objet.

Article 4 - Dossier de consultation

4-1-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation,
- l'acte d'engagement,
- le CCP et ses annexes (fiches produits, fiches matériaux, notices d'entretien, plans des 2 sites concernés avec surfaces concernées),
- le bordereau de prix unitaires (BPU) / détail estimatif d'aide à la décision (DEAD)

4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément aux articles 39 et suivants du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

www.klekoon.com

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

4-3-Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'envoyer au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

4-4-Visite des lieux et consultation de documents sur site

La remise des offres est subordonnée à la visite des lieux d'exécution du marché.

Les candidats viendront visiter le site aux dates suivantes :

- le mardi 28 novembre 2017 de 9h00 à 11h30
- le jeudi 30 novembre 2017 de 9h00 à 11h30

Les candidats devront prendre contact avec M. DAVO au 03.21.19.55.25 pour prévenir de leur présence aux visites au moins 48 heures à l'avance.

Un certificat de visite leur sera remis, celui-ci devra impérativement être joint à l'offre du candidat.

Si le candidat le souhaite, il pourra effectuer ses propres métrés le jour de sa visite.

Article 5 - Présentation des propositions

5-1-Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

Justificatifs candidature

- Lettre de candidature-Habilitation du mandataire par ses cotraitants ou modèle DC1
- La copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 45 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à les engager
- Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement ou modèle DC2
- Etat annuel des certificats fiscaux et sociaux
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- Liste des principales fournitures ou des principaux services effectués (3 dernières années) indiquant le montant, la date et le destinataire, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
- Attestation de visite

Contenu de l'offre

- Acte d'engagement et ses annexes
- Bordereau des prix unitaires/ Détail estimatif d'aide à la décision, ci-joint à compléter
- Mémoire technique à fournir par le candidat qui indiquera les moyens mis à disposition pour les prestations comprenant le matériel utilisé, les produits proposés, le protocole de nettoyage opéré pour les différentes surfaces, les moyens en personnel et leur qualification
- Cahier des clauses particulières, ci-joint à accepter sans modification,
- Règlement de consultation

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue aux articles 51 et 134 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Conformément à l'article 55 - IV du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

5-2-Compléments à apporter au cahier des charges

Sans objet.

5-3-Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

5-4-Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

5-5-Conditions d'envoi ou de remise des plis

Remise des plis sur support papier :

Les candidats transmettent leur proposition sous pli portant la mention suivante :

" Marché de prestations de nettoyage pour les piscines communautaires - NE PAS OUVRIR ".

L'enveloppe contient les justificatifs de candidature visés à l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et au règlement de la consultation, ainsi que les éléments relatifs à l'offre.

Les plis devront être remis contre récépissé à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres & Mers

Service Marchés Publics

76 boulevard Gambetta – CS 40 021

62 101 CALAIS CEDEX

Horaires d'ouverture des bureaux : 8h à 12h et de 14h à 17h

ou, s'ils sont envoyés par la poste, devront l'être à l'adresse ci-dessous :

Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres & Mers

Service Marchés Publics

76 boulevard Gambetta – CS 40 021

62 101 CALAIS CEDEX

par pli recommandé avec avis de réception postal.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation ne seront pas ouverts.

Conformément aux dispositions de l'article 40 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur autorise la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique à l'adresse suivante :

www.klekoon.com

Les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du Code civil. La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique.

Les candidatures et les offres doivent parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement. Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ou qui contiendraient un virus ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leur auteur.

Dans le cadre de la prise en compte accrue du développement durable et d'un souci de consommation éco responsable, Grand Calais invite les candidats qui répondent en version papier aux marchés publics à remettre des dossiers allégés en ce qui concerne la présentation des candidatures et des offres, ceci afin de minimiser le coût des dossiers et la réduction de leurs déchets.

Nous préconisons donc l'agrafage avec intercalaire papier, l'impression recto verso, une utilisation limitée du plastique, du thermocollage, des spirales et des classeurs.

De même, pour la transmission de catalogues, nous invitons les soumissionnaires à les transmettre sur support numérique (CDROM, clé USB)

5-6-Négociation

Les conditions de négociation sont les suivantes :

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de négocier les offres. Toutefois, l'acheteur peut attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Article 6 - Jugement des propositions

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues à l'article 62 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 au moyen des critères suivants :

Critères de sélection des candidatures :

1. Garanties professionnelles et financières
2. Garanties techniques
3. Garanties environnementales

Rang	Critères de jugement	Pondération
1	Prix	50 points
2	Valeur technique sur la base du mémoire technique à fournir par le candidat qui indiquera les moyens mis à disposition pour les prestations comprenant : - le matériel utilisé (10 points), - les produits proposés (10 points), - le protocole de nettoyage opéré pour les différentes surfaces (20 points), - les moyens en personnel et leur qualification (10 points)	50 points

La notation valeur technique sera effectuée en fonction des coefficients suivants :

Coefficients « valeur technique » :

- Très satisfaisant : 1
- Satisfaisant : 0,75
- Moyennement satisfaisant : 0,5
- Insatisfaisant : 0,1

Prix : 50 points

La note attribuée aux candidats pour le critère « prix » est établie sur la base de la formule suivante :

$$\text{Note attribuée au candidat} = \frac{\text{Offre la moins la chère}}{\text{Offre du candidat}} \times \text{Pondération (50)}$$

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

Conformément à l'article 60 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Article 7 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

Renseignements techniques :

Monsieur Gérard DAVO, direction du patrimoine bâti

Téléphone : 03.21.19.55.25

gerard.davo@grandcalais.fr

Renseignements administratifs :

Service Marchés Publics

Téléphone : 03.21.19.55.00

marches.publics@grandcalais.fr